



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

pièces et équipements

Question au Gouvernement n° 1153

Texte de la question

VALÉO

M. le président. La parole est à M. Gilbert Mathon, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Gilbert Mathon. Ma question s'adresse à Mme la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi.

M. Patrick Roy. Et du chômage !

M. Gilbert Mathon. Le groupe Valeo vient d'annoncer, le 2 mars, une nouvelle vague de licenciements dans ses unités françaises de production, particulièrement sur le site d'Abbeville, avec 104 suppressions d'emplois, qui s'ajoutent aux 97 de Nevers, aux 31 de Dijon, aux 28 de Créteil, aux 116 de Mondeville, aux 92 de Laval, aux 178 de Châtellerault. Et ce ne sont que les premières des 1 600 suppressions annoncées par le groupe, 1 600 postes d'intérimaires ayant déjà été supprimés.

Pour faire face à cette nouvelle avalanche de suppressions massives d'emplois et arrêter les délocalisations, l'État, via le Fonds stratégique d'investissement, a investi 18 millions d'euros dans Valeo et y détient désormais, avec la Caisse des dépôts et consignations, plus de 8 % du capital et plus de 10 % des droits de vote.

Pourtant, le PDG de Valeo reconnaissait que, contrairement à certains de ses concurrents, le groupe emporte d'importants marchés et possède une structure financière apte à passer la crise. Plus cynique encore, la direction a annoncé, lors du comité d'entreprise européen du 8 janvier dernier, vouloir, selon ses propres termes, " poursuivre sa stratégie d'acquisition de sites en difficulté situés hors du territoire national et poursuivre sa stratégie de délocalisation ".

Cette première opération du Fonds stratégique d'investissement démontre donc toute son inefficacité et souligne cruellement l'échec et l'impuissance du plan gouvernemental face à la crise.

Aussi ma question sera-t-elle triple : que comptent faire le Gouvernement et ses représentants au sein du conseil d'administration ? (*" Rien ! " sur les bancs du groupe SRC.*) Que compte faire le Gouvernement pour assurer la pérennité des sites ? (*" Rien ! " sur les bancs du groupe SRC.*) Que compte faire le Gouvernement pour que Thierry Morin, ex-PDG de Valeo, ne bénéficie pas d'une prime de départ de 3 millions d'euros ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. Luc Chatel, secrétaire d'État chargé de l'industrie et de la consommation, porte-parole du Gouvernement.

M. Luc Chatel, *secrétaire d'État chargé de l'industrie et de la consommation, porte-parole du Gouvernement.* Monsieur le député, l'objectif du Gouvernement, dans cette crise économique extrêmement violente, c'est d'abord de préserver notre outil industriel tout en sauvegardant le capital humain de l'ensemble de nos entreprises.

Valeo est un bon exemple de l'action que nous menons. C'est une belle entreprise française, qui est parvenue à se hisser parmi les quatre grands équipementiers mondiaux. Elle a réussi à s'internationaliser puisqu'elle ne réalise que 10 % de son chiffre d'affaires en France, mais que 30 % de ses effectifs et 45 % de ses dépenses de recherche et développement se situent dans notre pays. C'est donc un bon exemple d'adaptation au marché mondial, grâce à l'innovation ainsi qu'à la compétence des salariés du groupe, auxquels je me dois de rendre hommage.

Cela dit, le groupe traverse une crise économique, liée en particulier à la crise du marché automobile, marquée par un ralentissement de la demande et par des difficultés dans son actionnariat, qui a été fragilisé.

M. Maxime Gremetz. Arrêtez !

M. Luc Chatel, *secrétaire d'État*. Valeo avait annoncé, il y a quelques mois déjà, un plan de restructuration. C'est parce que nous voulons sauver cette belle entreprise, l'aider à traverser la crise, que nous avons décidé d'accompagner Valeo en entrant dans son capital, *via* le Fonds stratégique d'investissement.

On ne peut pas à la fois critiquer l'industrie française en disant qu'elle est sous-capitalisée, qu'elle manque de fonds propres, notamment par rapport à l'industrie allemande, et refuser de valider la stratégie du Gouvernement...

M. Olivier Dassault. Tout à fait !

M. Luc Chatel, *secrétaire d'État*. ...consistant à créer un Fonds stratégique d'investissement qui a vocation à accompagner sur le long terme notre outil industriel. C'est ce que nous faisons avec Valeo, et nous procéderons de même avec d'autres entreprises parce que nous croyons, malgré la crise, à l'avenir de l'industrie française dans les années qui viennent. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.*)

Données clés

Auteur : [M. Gilbert Mathon](#)

Circonscription : Somme (4^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1153

Rubrique : Automobiles et cycles

Ministère interrogé : Industrie et consommation

Ministère attributaire : Industrie et consommation

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 1er avril 2009

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 1er avril 2009